

Burundi : libération d'un journaliste accusé d'"atteinte à la sûreté de l'Etat"

@rib News, 25/08/2016 â€“ Source AFP L'organisation SOS Médias Burundi a rapporté jeudi la libération d'un journaliste radio qui était accusé d'"atteinte à la sûreté de l'Etat" tandis que d'autres journalistes de ce pays en crise ont dû buter "hommage" en l'honneur d'un collègue porté disparu depuis le 22 juillet. "Le jeune journaliste Gisa Steve Irakoze [photo] vient d'être relâché", s'est réjouie l'organisation SOS Médias Burundi sur sa page Facebook, affirmant que l'information avait été "confirmée par ses proches". "Il était accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat et était tenu SNR, le renseignement burundais".

Une semaine plus tôt, l'organisation Reporters sans frontières (RSF) s'était alarmée de l'arrestation de ce journaliste de la radio Buja FM par des agents du SNR dans un bar de Gatumba, ville située à l'ouest de la capitale Bujumbura. Parallèlement, le rédacteur en chef du journal Iwacu, André Sikuyavuga, a rappelé être sans nouvelles du journaliste burundais Jean Bigirimana, arrêté le 22 juillet par le SNR qui lui reprocherait, selon RSF, ses déplacements fréquents vers le Rwanda voisin. "Je crains le pire", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Bujumbura, précisant ne pas savoir si un des deux corps retrouvés par des journalistes d'Iwacu enquêtant sur cette disparition est effectivement celui de Jean Bigirimana. "Les deux corps ont été enterrés vite fait", a-t-il regretté. "S'ils sont lents à chercher, ils sont rapides à enterrer", a-t-il ensuite lancé à l'encontre des autorités. M. Sikuyavuga a par ailleurs annoncé qu'Iwacu a entamé l'année "une semaine en hommage de notre collègue" durant laquelle lui et ses collaborateurs ne publieront rien sur le site internet du journal. Le Burundi est plongé dans une grave crise marquée de violences et de nombreux cas de torture depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé, avant d'être élu en juillet. Les violences ont déjà fait plus de 500 morts et poussé plus de 270.000 personnes à quitter le pays, qui figure en 2016 à la 156e place (sur 180) au classement de la liberté de la presse dans le monde établi par RSF. Avant le début de la crise, le pays était pourtant considéré comme l'un des rares Etats des Grands lacs doté d'une presse libre et indépendante. Depuis, la quasi-totalité de la presse indépendante burundaise a été réduite au silence et une centaine de journalistes ont fui le pays.